

verschil :	+2.444.203
b) uitgaven :	
kredieten toegekend bij het begrotingsdecreet :	144.882.000
aanvullende kredieten die toegekend moeten worden :	0
Totaal van de kredieten :	144.882.000
Aangerekende uitgaven :	139.630.372
Kredietoverschot te annuleren :	5.251.628
c) samenvatting : het eindresultaat van het beheersjaar 1993 wordt samengevat als volgt :	
ontvangsten :	136.400.000
uitgaven :	139.630.372
uitgavenoverschot :	3.230.372

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 25 januari 2008.

M. ARENA,

Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs

M.-D. SIMONET,

Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale betrekkingen

M. DAERDEN,

Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport

F. LAANAN,

Minister van Cultuur en Audiovisuele sector

M. TARABELLA,

Minister van Jeugd en Onderwijs voor sociale promotie

C. FONCK,

Minister van Kind, Hulpverlening aan de jeugd en Gezondheid

Nota

(1) *Zitting* 2006-2007

Stukken van het Parlement – Ontwerp van decreet, nr. 373-1

Zitting 2007-2008

Stukken van het Parlement – Verslag, nr.373-2

Integraal verslag – Bespreking en aanneming – *Zitting* van 22 januari 2008.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/15474]

25 JANVIER 2008. — Décret contenant le règlement définitif du budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 1994 (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et, Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

PREMIERE PARTIE. SERVICES D'ADMINISTRATION GENERALE DU MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

ANNEE BUDGETAIRE 1994

CHAPITRE 1^{er}

Engagements effectués en exécution du budget

§ 1^{er}. Fixation des crédits dissociés d'engagement

Article 1^{er}

Les crédits d'engagement alloués par décrets budgétaires pour l'année budgétaire 1994, s'élèvent à 557.500.000 francs (annexe tableau I colonne 1)

§ 2 Fixation des engagements à charge des crédits dissociés

Article 2

Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent 479.007.983 à francs (annexe tableau I colonne 4)

Article 3

Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 78.492.017 francs (annexe tableau I colonne 6). Conformément aux dispositions des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, ce montant est annulé. (annexe tableau I colonne 8).

§ 3. Fixation des crédits variables d'engagement

Article 4

Les crédits variables d'engagement affectés pour les engagements de l'année budgétaire 1994 s'élèvent à 1.957.727.287 francs (annexe tableau IV engagements colonne 2).

Le solde de départ au 1^{er} janvier 1994 étant de 1.231.203.704 francs (annexe tableau IV engagements colonne 1), le disponible en engagements à charge des crédits variables s'élève pour l'année 1994 à 3.188.930.991 francs (annexe tableau IV colonne 3)

§ 4. Fixation des engagements à charge des crédits variables**Article 5**

Les engagements de dépenses à charge des crédits variables d'engagement de l'année budgétaire 1994 s'élèvent à 1.586.133.596 francs (annexe tableau IV engagements colonne 4)

Article 6

Par suite des dispositions contenues dans les articles 4 et 5 ci-dessus, le disponible en engagement – crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 1994 à 1.602.797.395 francs (annexe tableau IV engagements colonne 5).
Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE IIRecettes et dépenses effectuées en exécution du budget§ 1^{er} Fixation des recettes**Article 7**

Les droits constatés en faveur de la Communauté française s'élèvent pour l'année budgétaire 1994 à la somme de 226.686.402.697 francs (annexe tableau II colonne 2)

Ce montant se décompose de la manière suivante

	(en francs)
- recettes fiscales et générales courantes	206.932.612.853
- recettes fiscales et générales en capital :	9.560.789.845
- produits d'emprunt	10.192.999.999

Article 8

Les recettes budgétaires de l'année 1994 s'élèvent à 224.417.102.697 francs (annexe tableau II colonne 3).

Ce montant se décompose de la manière suivante :

	(en francs)
- recettes fiscales et générales courantes :	204.663.312.853
- recettes fiscales et générales en capital :	9.560.789.845
- produits d'emprunt :	10.192.999.999

Article 9

Les droits constatés à recouvrer à la clôture de l'année budgétaire s'élèvent à 2.269.300.000 francs (annexe tableau II colonne 4)

Ce montant se décompose de la manière suivante

a. droits annulés ou portés en surséance indéfinie (annexe tableau II colonne 5) (en francs)	
- recettes fiscales et générales courantes :	
- recettes fiscales et générales en capital	
- produit d'emprunt :	
b. droits reportés à l'année budgétaire 1995 (annexe tableau annexe II colonne 6)	
- recettes fiscales et générales courantes :	2.269.300.000
- recettes fiscales et générales en capital	
- produit d'emprunt :	

§ 2 Fixation des crédits de dépenses**Article 10**

Les décrets budgétaires concernant l'année budgétaire 1994 ont réparti les crédits initiaux pour l'ordonnement des dépenses de la manière suivante :

(annexe tableau III, colonne 1).

Crédits d'ordonnement	713.900.000
Crédits non dissociés	224.301.000.000

Article 11

Ces autorisations de dépenses ont été modifiées par les ajustements effectués en vertu des décrets d'ajustement pour un montant de -618.900.000 francs se décomposant comme suit (ajustement net) (annexe tableau III colonne 2) :

Crédits d'ordonnement	-50.000.000
Crédits non dissociés	-568.900.000

Article 12

Les autorisations de dépenses résultant des articles 10 et 11 sont augmentées des crédits reportés de l'année budgétaire précédente pour un montant de 5.196.145.609 francs en vertu des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 se décomposant comme suit (annexe tableau III colonne 3):

Crédits d'ordonnement	
Crédits non dissociés	5.196.145.609

Article 13

- En vertu des articles 10, 11 et 12 qui précèdent, le total des autorisations de dépenses allouées disponibles pour l'année budgétaire 1994 s'élève à 229.592.145.609 francs (annexe tableau III, colonne 4). Ces autorisations de dépenses se répartissent comme suit :

Crédits d'ordonnement	663.900.000
Crédits non dissociés	228.928.245.609

§ 3 Fixation de la situation des dépenses**Article 14**

Les dépenses imputées à charge de l'année budgétaire 1994 se montent à 223.765.830.739 francs (annexe tableau III, colonnes 5,6 et 7), se répartissant entre :

	Prestations d'années antérieures	Prestations d'années courantes	Dépenses totales
Crédits d'ordonnement	2.500.000	499.832.123	502.332.123
Crédits non dissociés	4.871.018.629	218.392.479.987	223.263.498.616
total	4.873.518.629	218.892.312.110	223.765.830.739

Article 15

De ce montant, il a été justifié à la Cour des Comptes un montant de 223.765.830.739 francs dont :

Crédits d'ordonnement	502.332.123
Crédits non dissociés	223.263.498.616

(annexe tableau III, colonne 8)

Article 16

Il ressort de la comparaison des articles 14 et 15 qu'il ne reste aucune dépense à régulariser en vertu de l'article 79 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 (annexe tableau III, colonne 9).

§ 4 Règlement des crédits**Article 17**

La comparaison entre les autorisations de dépenses (article 13) et les opérations imputées (article 14) fait ressortir une différence pour l'année budgétaire 1994 de 5.826.314.870 francs se répartissant comme suit :

Crédits d'ordonnement	161.567.877
Crédits non dissociés	5.664.746.993

Article 18

Pour couvrir les dépenses de l'année budgétaire 1994 effectuées au-delà ou en l'absence de crédits, il est accordé des crédits complémentaires s'élevant à 232.979.786 francs dont :

Crédits d'ordonnement	
Crédits non dissociés	232.979.786

Ces crédits sont répartis ainsi que mentionné au Tableau VI de l'annexe.

Article 19

Par suite des dispositions contenues dans les articles 17 et 18, le montant des crédits disponibles au 31 décembre 1994 comprend :

(annexe tableau III, colonnes 11 et 12).

	Crédits d'ordonnement	Crédits non dissociés	total
Crédits à annuler	161.567.877	1.308.623.610	1.470.191.487
Crédits à reporter à l'année budgétaire suivante		4.589.103.169	4.589.103.169

§ 5 Résultat général des recettes et des dépenses du budget 1994**Article 20**

Le résultat général du budget de l'année budgétaire 1994 se présente comme suit :

Les recettes, y compris le produit d'emprunt s'élèvent à 224.417.102.697 francs

Les dépenses s'élèvent à 223.765.830.739 francs

En conclusion, compte non tenu des crédits variables et de la section particulière,

Les recettes excèdent les dépenses de 651.271.958 francs

Comme le solde à la fin de l'année budgétaire 1993 s'élevait à -15.083.473.423 francs, le solde fin de l'année budgétaire 1994 s'élève à -14.432.201.465 francs

CHAPITRE IIIRecettes et dépenses relatives aux crédits variables§ 1. Fixation des recettes affectées**Article 21**

Les droits constatés de cette nature s'élèvent pour l'année budgétaire 1994 à 1.957.727.287 Francs (annexe tableau II^{re} recettes affectées) dont

Recettes courantes	1.951.283.997
Recettes en capital	6.443.290

§ 2. Fixation des crédits variables d'ordonnement**Article 22**

Les crédits variables d'ordonnement ouverts et affectés pour les ordonnancements de l'année budgétaire 1994 s'élèvent à 1.957.727.287 francs (annexe tableau IV ordonnancements colonne 2)

Le solde de départ au 1 janvier 1994 étant de 1.231.203.704 francs, le disponible en ordonnancement sur les crédits variables s'élève à 3.188.930.991 francs (annexe tableau IV ordonnancement colonne 3)

§ 3. Fixation des dépenses à charge des crédits variables

Article 23

Les ordonnancements imputés à charge des crédits variables d'ordonnancement de l'année budgétaire 1994 s'élèvent à 1.548.049.938 francs (annexe tableau IV ordonnancements colonne 4).

Article 24

Par suite des dispositions contenues dans les articles 22 alinéa 1 et 23, le solde annuel des crédits variables d'ordonnancement s'établit à 409.677.349 francs

Article 25

Par suite des dispositions contenues dans les articles 22 alinéa 2 et 23 ci-dessus, le disponible en ordonnancements – crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 1994 à 1.640.881.053 francs (annexe tableau IV ordonnancements colonne 5).

Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE IV

Recettes et dépenses effectuées en exécution de la section particulière du budget

Article 26

Les décrets budgétaires de l'année 1994 ont évalué les recettes et dépenses pour la section particulière du budget de la Communauté française ainsi qu'il suit :

	(en francs)
- Recettes	11.974.500.000
- Dépenses	12.009.000.000
(annexe tableau V, colonnes 1, 2).	

Article 27

Le solde disponible au 1^{er} janvier 1994 s'élevait à 2.418.612.736 francs (annexe tableau V colonne 7).

Le total des recettes perçues dans le courant de l'année budgétaire se chiffre à 17.134.384.103 francs. (annexe tableau V colonne 3)

Par suite des deux alinéas précédents, le total disponible pour les dépenses de l'année 1994 est de 19.552.996.839 francs.

Article 28

Les dépenses imputées s'élèvent à 18.159.434.986 francs (annexe tableau V, colonne 4).

Ce montant comprend 6.375.926.214 francs de dépenses restant à régulariser pour lesquelles il est fait application de l'article 79 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 (annexe tableau V, colonne 5).

Article 29

La différence entre les recettes perçues et les dépenses imputées dans l'année budgétaire s'élève à -1.025.050.883 francs (annexe tableau V, colonne 6).

Compte tenu du total disponible pour les dépenses de l'année budgétaire 1994, tel que déterminé à l'article 27 alinéa 3, et des dépenses reprises à l'article 28, le solde disponible au 31 décembre 1994 à la section particulière du budget de la Communauté française s'établit à 1.393.561.853 francs (annexe tableau V colonne 9).

Il sera reporté à l'année budgétaire suivante en appliquant les dispositions du décret du 22 décembre 1994 modifiant le décret organique du 21 décembre 1992 créant des fonds budgétaires et désignant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française.

CHAPITRE V

Résultat global

Article 30

Tous services réunis, budget, crédits variables et section particulière, compte tenu des articles 20, 23 et 29 du présent décret, le résultat global du budget 1994 se présente comme suit (en francs) :

Budget sensu stricto : 651.271.958
Crédits variables : 409.677.349
Section particulière : -1.025.050.883
Total : 35.898.424

DEUXIEME PARTIE. OPERATIONS EFFECTUEES EN EXECUTION
DES BUDGETS DES ORGANISMES D'INTERET PUBLIC DE TYPE A

Conformément à l'article 6 § 3 de la loi du 16 mars 1954, les comptes des organismes de la catégorie A sont établis sous l'autorité du ministre dont ils relèvent et font l'objet d'un projet de règlement du budget

CHAPITRE I^{er}

COMMISSARIAT GENERAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES

Année courante

Article 31

Référence budgétaire : décret du 27 décembre 1993 contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1994 - article 23.

152^e cahier de la Cour des Comptes fascicule II

Le règlement définitif du budget du C.G.R.I. pour l'année 1994 est établi comme suit :

a) recettes prévues par le décret budgétaire :	1.075.320.000
recettes imputées :	1.056.898.535
différence :	18.421.535

b) dépenses :	
crédits alloués par le décret budgétaire :	1.259.004.000
crédits complémentaires à accorder :	0
Total des crédits :	1.259.004.000
dépenses imputées :	877.932.979
excédent de crédits à annuler :	381.071.021
c) récapitulation : le résultat définitif de l'année de gestion 1994 se résume comme suit :	
recettes :	1.056.898.535
dépenses :	877.932.979
excédent de recettes :	178.965.556

CHAPITRE II
AGENCE DE PREVENTION DU SIDA

Année courante

Article 32

Référence budgétaire : décret du 27 décembre 1993 contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1994 - article 24

152^e cahier de la Cour des Comptes fascicule II

Le règlement définitif du budget de l'Agence de Prévention du Sida pour l'année 1994 est établi comme suit :

a) recettes prévues par le décret budgétaire :	163.442.088
recettes imputées :	164.610.855
différence :	+1.168.767
b) dépenses :	
crédits alloués par le décret budgétaire :	171.137.919
crédits complémentaires à accorder :	0
Total des crédits :	171.137.919
dépenses imputées :	138.192.181
excédent de crédits à annuler :	32.945.738
c) récapitulation : le résultat définitif de l'année de gestion 1994 se résume comme suit :	
recettes :	164.610.855
dépenses :	138.19.181
excédent de recettes :	26.418.674

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 25 janvier 2008.

M. ARENA,

Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire

M.-D. SIMONET,

Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales

M. DAERDEN,

Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports

F. LAANAN,

Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel

M. TARABELLA,

Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale

C. FONCK,

Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé

Note

(1) *Session 2006-2007*

Documents du Parlement –Projet de décret, n° 374-1

Session 2007-2008

Documents du Parlement – Rapport, n° 374-2

Compte rendu intégral – Discussion et adoption – Séance du 22 janvier 2008.

**ANNEXE - TABLEAUX RELATIFS AU DECRET DE COMPTE DE L'ANNEE
BUDGETAIRE 1994**

TABLEAUX

I. ENGAGEMENTS A CHARGE DES CREDITS D'ENGAGEMENTS

II. RECETTES

III. DEPENSES

IV. CREDITS VARIABLES

V. SECTION PARTICULIERE

VI. DEPASSEMENTS DE CREDITS

ORGANISMES D'INTERET PUBLIC

Commissariat général aux relations internationales

Agence de prévention du sida

TABLEAU I ENGAGEMENTS A CHARGE DES CREDITS DISSOCIES

Budget	Crédits affectés par décrets(1)	Crédits reportés de l'année précédente (2)	Total des crédits (3)	Engagements comptabilisés pendant l'année (4)	DIFFERENCE ENTRE LES CREDITS ET LES ENGAGEMENTS COMPTABILISES		
					Engagements excédant les crédits (5)	Crédits excédant les engagements	
						Crédits disponibles (6)	Crédits reportés à l'année suivante (7)
II. OPERATIONS DE CAPITAL							
Tableau I - Dotation	-	-	-	-	-	-	-
Tableau II - M.C.A.S.	557.500.000	-	557.500.000	479.007.983	-	78.492.017	78.492.017
Tableau III - M.E.R.F.	-	-	-	-	-	-	-
Tableau IV - Emprunts	-	-	-	-	-	-	-
BUDGET GENERAL	557.500.000	-	557.500.000	479.007.983	-	78.492.017	78.492.017

TABLEAU II - RECETTES

NATURE DES RECETTES	SITUATION DES RECETTES					
	Prévisions (1)	Droits constatés (2)	Recettes imputées (3)	Différence entre droits constatés et recettes imputées (4)	A annuler ou à porter en surséance indéfinie (5)	Droits reportés (6)
Recettes courantes						
Recettes fiscales	8.259.900.000	8.392.128.590	8.392.128.590	0	0	0
Recettes générales	195.869.500.000	198.540.484.263	196.271.184.263	2.269.300.000	0	2.269.300.000
Recettes affectées	725.400.000	1.951.283.997	1.951.283.997	0	0	0
Total recettes courantes	204.854.800.000	208.883.896.850	206.614.596.850	2.269.300.000	0	2.269.300.000
Recettes en capital						
Recettes fiscales	0	0	0	0	0	0
Recettes générales	9.520.100.000	9.560.789.845	9.560.789.845	0	0	0
Recettes affectées	5.600.000	6.443.290	6.443.290	0	0	0
Total recettes en capital	9.525.700.000	9.567.233.135	9.567.233.135	0	0	0
Produit d'emprunts	10.193.000.000	10.192.999.999	10.192.999.999	0	0	0
TOTAL GENERAL	224.573.500.000	228.644.129.984	226.374.829.984	2.269.300.000	0	2.269.300.000

TABLEAU II - RECETTES

NATURE DES RECETTES	SITUATION DES RECETTES					
	Prévisions (1)	Droits constatés (2)	Recettes imputées (3)	Différence entre droits constatés et recettes imputées (4)	A annuler ou à porter en surséance indéfinie (5)	Droits reportés (6)
Recettes courantes						
Recettes fiscales	8.259.900.000	8.392.128.590	8.392.128.590	0	0	0
Recettes générales	195.869.500.000	198.540.484.263	196.271.184.263	2.269.300.000	0	2.269.300.000
Recettes affectées	725.400.000	1.951.283.997	1.951.283.997	0	0	0
Total recettes courantes	204.854.800.000	208.883.896.850	206.614.596.850	2.269.300.000	0	2.269.300.000
Recettes en capital						
Recettes fiscales	0	0	0	0	0	0
Recettes générales	9.520.100.000	9.560.789.845	9.560.789.845	0	0	0
Recettes affectées	5.600.000	6.443.290	6.443.290	0	0	0
Total recettes en capital	9.525.700.000	9.567.233.135	9.567.233.135	0	0	0
Produit d'emprunts	10.193.000.000	10.192.999.999	10.192.999.999	0	0	0
TOTAL GENERAL	224.573.500.000	228.644.129.984	226.374.829.984	2.269.300.000	0	2.269.300.000

Nature des recettes		Prévisions	Droits constatés	Recettes imputées	Droits annulés ou portés en surséance	Droits reportés	Différence entre prévisions et réalisations
							+
PARTIE I - Recettes courantes							
Titre I - Recettes fiscales et de droits particuliers							
Secteur I - Recettes fiscales et de droits particuliers							
36.01	Rémunérations, redevances et droits, produits de tous impôts et taxes levés dans le cadre de l'article 110, §2, de la Constitution	8.329.900.000	8.392.128.590	8.392.128.590	-	-	132.228.590
36.02	Impôt des Communautés : produit net attribué à la Communauté française de la redevance radio et télévision	8.259.900.000	8.392.128.590	8.392.128.590	-	-	132.228.590
Total secteur I		8.259.900.000	8.392.128.590	8.392.128.590	-	-	132.228.590
Secteur II - Recettes générales							
08.01	Versements par les organismes d'intérêt public en vue du paiement de la rémunération et des frais des organes de contrôle de la Communauté (ancien fonds 66.10.C)	800.000	-	-	-	-	-
08.02	Remboursements des salaires, traitements, subventions-traitements, allocations accessoires du personnel de l'enseignement ou des services de la Communauté ou de l'Etat	590.000.000	527.459.953	527.459.953	-	-	62.540.047
11.02	Versement des sommes non utilisées par les comptables opérant au moyen des avances de fonds (pour mémoire)	172.200.000	19.986.356	19.986.356	-	-	89.075.845
12.01	Produits divers	200.000.000	237.010.309	237.010.309	-	-	37.010.309
16.01	Remboursement de sommes indûment versées (pour mémoire)	-	17.554.277	17.554.277	-	-	17.554.277
16.03	Droits d'inscription à l'enseignement dans les établissements d'enseignement artistique à horaire réduit subventionnés ou organisés par la Communauté française	40.000.000	8.231.950	8.231.950	-	-	31.768.050
16.04	Droits d'inscription à l'enseignement de promotion sociale (ancien fonds 66.31, 66.34 et 66.35 A)	100.000.000	92.840.059	92.840.059	-	-	7.159.941
16.05	Droits d'inscription à l'enseignement de promotion sociale (ancien fonds 66.31, 66.34 et 66.35 A)	3.000.000	-	-	-	-	3.000.000
16.06	Récupération de l'aide accordée aux indigents belges et étrangers (ancien fonds 66.22)	-	-	-	-	-	-
16.07	Produit de la redevance affectée à l'occupation des bâtiments de la Communauté par le Centre hospitalier universitaire de Liège (ancien fonds 66.55)	360.000.000	360.000.000	360.000.000	-	-	-
29.01	Intérêts de placements	233.000.000	216.125.514	216.125.514	-	-	16.874.486
44.01	Partie attribuée au produit de l'I.P.P.	46.508.400.000	46.838.500.000	46.600.000.000	-	238.500.000	91.600.000
44.02	Partie attribuée au produit de la T.V.A.	146.211.400.000	147.247.200.000	146.648.000.000	-	599.200.000	436.600.000
46.03	Intervention de l'Etat suite à la suppression de l'autorisation d'emprunt avec garantie de l'Etat par le Fonds national de garantie des bâtiments scolaires	65.100.000	65.100.000	65.100.000	-	-	-
46.04	Partie attribuée au produit de la redevance radio et télévision	-	1.421.500.000	-	-	1.421.500.000	-
46.05	Intervention de l'Etat dans le financement de l'enseignement universitaire dispensé aux étudiants étrangers	1.385.600.000	1.399.900.000	1.389.800.000	-	10.100.000	4.200.000
46.07	Partie attribuée au produit de la redevance radio et télévision - ajustements annuels antérieurs	-	-	-	-	-	-
Total secteur II		195.869.500.000	198.540.484.263	196.271.184.263	-	2.269.300.000	121.342.524
Secteur III - Recettes affectées							
MICAS							
06.01	Recettes diverses provenant de dons et d'interventions de personnes publiques ou privées	-	-	-	-	-	-
16.08	Intérêts pour dépôts occasionnels au matériel fourni en prêt et produit de la vente de matériel déclassé	6.000.000	8.453.104	8.453.104	-	-	2.453.104
16.09	Droits d'inscription, taxes et amendes perçus dans les centres de lecture de la Communauté française et de la Bibliothèque centrale de la Communauté française	200.000	2.593.027	2.593.027	-	-	2.393.027
16.10	Droits d'inscription à des activités de formation d'animateurs socio-culturels	300.000	874.691	874.691	-	-	574.691

16.11	Contribution de la RTBF et des radios privées	5.000.000	12.863.711	12.863.711	-	-	-	7.863.711	
16.12	Ressources provenant de la publicité commerciale à la RTBF et à RTL/Tv1 affectées au développement de la presse écrite	140.000.000	166.206.680	166.206.680	-	-	-	26.206.680	
16.13	Frais d'inscription aux colloques, stages et séminaires organisés par le centre culturel Marcel Higer	15.500.000	17.711.237	17.711.237	-	-	-	2.211.237	
16.14	Frais d'inscription aux colloques, stages et séminaires organisés par le centre de formations socio-culturel de Rosillon	3.000.000	2.643.554	2.643.554	-	-	-	356.446	
16.15	Frais d'inscription aux colloques, stages et séminaires organisés par le centre de formation socio-culturel de Séroule	2.400.000	2.260.195	2.260.195	-	-	-	139.805	
46.01	Versements de la Loterie nationale et du Fonds national d'impulsion à la politique de l'immigration	-	-	-	-	-	-	-	
46.06	Versements de la Loterie nationale et du Fonds national d'impulsion à la politique de l'immigration	-	489.730	489.730	-	-	-	489.730	
48.01	Contribution de la Région wallonne	-	-	-	-	-	-	-	
MERF									
06.01	Recettes diverses provenant de dons et d'interventions de personnes publiques ou privées	-	34.439.774	34.439.774	-	-	-	34.439.774	
06.03	Recettes diverses, dons, legs et interventions de personnes publiques ou privées dont la Loterie nationale, destinées à la politique de l'immigration	-	-	-	-	-	-	-	
16.16	Recettes résultant de l'application du décret du 16 avril 1991 (articles 114 et 115) organisant l'enseignement de promotion sociale (Communauté française)	8.000.000	12.000.000	12.000.000	-	-	-	4.000.000	
16.17	Recettes résultant de l'application du décret du 16 avril 1991 (articles 114 et 115) organisant l'enseignement de promotion sociale (Officiel subventionné)	-	8.000.000	8.000.000	-	-	-	8.000.000	
16.18	Recettes résultant de l'application du décret du 16 avril 1991 (articles 114 et 115) organisant l'enseignement de promotion sociale (Libre subventionné)	-	8.500.000	8.500.000	-	-	-	8.500.000	
16.19	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'action ou de formation et de réinsertion professionnelle	70.000.000	24.171.124	24.171.124	-	-	-	45.828.876	
39.01	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'action ou de formation et de réinsertion professionnelle	-	1.200.721.895	1.200.721.895	-	-	-	1.200.721.895	
39.02	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'action ou de formation et de réinsertion professionnelle dans l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement secondaire à horaires réduits	475.000.000	449.355.255	449.355.255	-	-	-	25.644.745	
Total secteur III		725.400.000	1.951.283.997	1.951.283.997	-	-	-	71.985.872	
Total Recettes courantes		204.854.800.000	208.883.896.850	206.614.596.850	-	-	-	2.269.300.000	
Titre II - Recettes en capital									
Secteur II - Recettes générales									
76.01	Produit de la vente d'immeubles	9.310.000.000	9.560.527.738	9.560.527.738	-	-	-	50.527.738	
76.02	Produit de la vente d'autres biens patrimoniaux (pour mémoire)	-	262.107	262.107	-	-	-	9.837.893	
76.03	Recettes diverses	10.100.000	-	-	-	-	-	-	
76.04	Remboursement de sommes indûment payées (pour mémoire)	-	-	-	-	-	-	-	
Total secteur II		9.320.100.000	9.560.789.845	9.560.789.845	-	-	-	50.527.738	
Secteur III - Recettes affectées									
MCCAS									
86.01	Remboursements de prêts accordés à des éditeurs	5.600.000	4.498.551	4.498.551	-	-	-	1.101.449	
86.02	Remboursements de prêts accordés à des libraires	-	-	-	-	-	-	-	
MERF									
87.01	Remboursements de prêts accordés au personnel ou ayants-droits	5.600.000	1.944.739	1.944.739	-	-	-	1.944.739	
Total secteur III		9.525.700.000	9.567.233.135	9.567.233.135	-	-	-	1.101.449	
Total Recettes en capital		214.380.500.000	218.451.129.985	216.181.829.985	-	-	-	10.939.342	
TOTAL RECETTES COURANTES ET DE CAPITAL		214.380.500.000	218.451.129.985	216.181.829.985	-	-	-	2.269.300.000	
Titre III - Produits d'emprunts									
96.01	Produits des emprunts d'une durée supérieure à un an en francs belges	7.230.000.000	7.230.000.000	7.230.000.000	-	-	-	-	
96.02	Produits des emprunts d'une durée supérieure à un an en devises (pour mémoire)	2.963.000.000	2.962.999.999	2.962.999.999	-	-	-	1	
TOTAL PRODUIT D'EMPRUNT		10.193.000.000	10.192.999.999	10.192.999.999	-	-	-	1	
TOTAL RECETTES DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE		224.573.500.000	228.644.129.984	226.374.829.984	-	-	-	2.269.300.000	
TOTAL RECETTES DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE		224.573.500.000	228.644.129.984	226.374.829.984	-	-	-	2.269.300.000	
TOTAL RECETTES DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE		224.573.500.000	228.644.129.984	226.374.829.984	-	-	-	2.269.300.000	

TABLEAU III - DEPENSES

	ALLOCATIONS DES CREDITS				SITUATION DES DEPENSES					REGLEMENT DES CREDITS		
	Crédits initiaux (1)	Ajustements (2)	Crédits reportés (3)	Crédits totaux (4)	Opérations imputées			Paiements effectués, justifiés ou régularisés (8)	Restes à régulariser (9)	Crédits complémentaires (1) (10)	Crédits reportés (11)	Crédits non utilisés à annuler (12)
					Prestations des années antérieures (5)	Prestations de l'année (6)	Dépenses totales (7)					
I Donation au Conseil												
a) crédits non dissociés	354.600.000	0	0	354.600.000	0	254.600.000	354.600.000	0	0	0	0	0
II Culture et Affaires sociales												
a) crédits non dissociés	27.868.400.000	-96.800.000	2.732.010.795	30.503.610.795	2.119.899.961	26.224.200.608	28.344.100.569	0	0	1.602.359.324	557.150.902	
b) crédits d'ordonnements	713.900.000	-50.000.000	0	663.900.000	2.500.000	499.832.123	502.332.123	0	0	0	161.567.877	
III Education et recherche												
a) crédits non dissociés	175.705.000.000	-1.378.300.000	2.455.385.178	176.882.085.178	2.749.538.068	171.066.393.595	173.815.931.663	0	0	232.479.786	744.890.072	
b) crédits d'ordonnements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
IV Dette publique												
a) crédits non dissociés	5.100.000.000	816.700.000	8.751.636	5.925.451.636	1.590.600	5.474.385.784	5.472.876.384	0	0	442.892.616	6.582.636	
V Dotations à la RW et à la COCOF												
a) crédits non dissociés	15.373.000.000	-16.500.000	0	15.365.500.000	0	15.373.000.000	15.373.000.000	0	0	16.500.000	0	0
Totaux												
a) crédits non dissociés	224.301.000.000	-568.900.000	5.196.145.609	228.928.245.609	4.871.018.629	218.392.479.987	223.263.498.616	0	0	232.979.786	4.589.103.169	1.308.623.610
b) crédits d'ordonnements	713.900.000	-50.000.000	0	663.900.000	2.500.000	499.832.123	502.332.123	0	0	0	0	161.567.877
Total général	225.014.900.000	-618.900.000	5.196.145.609	229.592.145.609	4.873.518.629	218.892.312.110	223.765.830.739	0	0	232.979.786	4.589.103.169	1.470.191.487

(1) à allouer par le libéré de compte pour dépenses faites au-delà des crédits

TABEAU IV - COMPTE D'EXECUTION DES RECETTES, DES ENGAGEMENTS ET DES ORDONNANCEMENTS DES CREDITS VARIABLES

ENGAGEMENTS	RECETTES			ENGAGEMENTS (4)	DISPONIBLE EN ENGAGEMENTS AU 31.12.1994 (5)
	Solde reporté (1)	Recettes de l'année (2)	Disponible (3)		
II Culture et Affaires sociales	128.442.409	218.594.500	347.036.909	213.388.161	133.648.748
III Education et recherche	1.102.761.295	1.739.132.787	2.841.894.082	1.372.745.435	1.469.148.647
TOTAL	1.231.203.704	1.957.727.287	3.188.930.991	1.586.133.596	1.602.797.395

ORDONNANCEMENTS	RECETTES			ORDONNANCEMENTS	DISPONIBLE EN ORDONNANCEMENTS AU 31.12.1994
	Solde reporté	Recettes de l'année	Disponible		
II Culture et Affaires sociales	128.442.409	218.594.500	347.036.909	175.304.503	171.732.406
III Education et recherche	1.102.761.295	1.739.132.787	2.841.894.082	1.372.745.435	1.469.148.647
TOTAL	1.231.203.704	1.957.727.287	3.188.930.991	1.548.049.938	1.640.881.053

TABLEAU V - SECTION PARTICULIERE

Budgets	Prévisions		Opérations comptabilisées				Soldes cumulés		Soldes à reporter au 31.12.1994 (9)
	Recettes (1)	Dépenses (2)	Recettes (3)	Dépenses		Solde (6)	Au 01.01.1994 (7)	Au 31.12.1994 (8)	
				Totales (4)	Restant à régulariser au 31.12.1994 (5)				
Communauté française	7.033.600.000	7.068.100.000	6.889.526.607	7.217.685.968	1.011.172.862	-328.159.361	-514.360.269	-842.519.630	-842.519.630
Education, Recherche et Formation	4.940.900.000	4.940.900.000	10.244.857.496	10.941.749.018	5.364.753.352	-696.891.522	2.932.973.005	2.236.081.483	2.236.081.483
TOTAUX	11.974.500.000	12.009.000.000	17.134.384.103	18.159.434.986	6.375.926.214	-1.025.050.883	2.418.612.736	1.393.561.853	1.393.561.853

TABEAU VI - DEPASSEMENTS DE CREDITS

Numéros et libellés des articles	Montants des dépassements de crédits
<u>TABEAU III - Education et recherche</u>	
<u>DO 56 - Enseignement de promotion sociale</u>	
Programme 2 - Fonctionnement des écoles de la Communauté française	56.744.826
Programme 3 - Fonctionnement des écoles officielles subventionnées	102.963.438
Programme 4 - Fonctionnement des écoles libres subventionnées	62.771.522
Total	222.479.786
<u>TABEAU V - Dotations à la Région wallonne et à la COCOF</u>	
Programme 1 - Dotations à la Région wallonne et à la Commission communautaire française	10.500.000
Total	10.500.000
TOTAL GENERAL	232.979.786

COMMISSARIAT GÉNÉRAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES

BILAN AU 31 DECEMBRE 1994

ACTIF		PASSIF	
<i>Actifs immobilisés</i>	18.668.610	<i>Capitaux propres</i>	
Cautions et garanties	18.668.610	Résultat reporté	264.259.620
<i>Actifs circulants</i>	486.215.560	<i>Provisions et impôts différés</i>	
Avances	148.000	Provision syndicale	820.000
Créances à un an au plus	78.120.858	<i>Dettes</i>	272.491.689
Valeurs disponibles	407.946.702	Dettes à plus d'un an	148.635.161
		Dettes années antérieures	16.179.570
		Dettes année 1994	98.211.531
		Dettes à un an au plus	9.465.427
<i>Comptes de régularisation</i>	32.723.674	<i>Comptes de régularisation</i>	36.535
TOTAL	537.607.844	TOTAL	537.607.844

COMPTE DE RESULTATS

<i>I. Ventes et prestations</i>		1.033.128.421
Autres produits d'exploitation	1.033.128.421	
<i>II. Coûts des ventes et prestations (-)</i>		864.879.055
Services et biens divers	97.944.102	
Rémunérations, charges sociales et pensions	249.020.507	
Autres charges d'exploitation	517.914.446	
<i>III. Résultats d'exploitation</i>		168.249.366
IV. Produits financiers	18.192.987	
V. Charges financières	0	
<i>VI. Bénéfice courant avant impôts (+)</i>		186.442.353
VII. Produits exceptionnels	5.577.127	
VIII. Charges exceptionnelles	6.389.085	
<i>IX. Bénéfice de l'exercice avant impôts (+)</i>		185.630.395
<i>XI. Bénéfice de l'exercice (+)</i>		185.630.395
<i>XIII. Bénéfice de l'exercice à affecter (+)</i>		185.630.395

AGENCE DE PREVENTION DU SIDA

BILAN AU 31 DECEMBRE 1994

ACTIF		PASSIF	
<i>Actifs immobilisés</i>	3.029.528	<i>Capitaux propres</i>	5.572.176
Terrains et constructions	0	Bénéfice reporté	1.450.831
Mobiliers et matériel roulant	2.686.824	Provisions	4.121.345
I.M.O.	342.704		
 <i>Actifs circulants</i>	 65.045.168	 <i>Dettes</i>	 38.127.938
Créances à un an au plus	686.991	Dettes à plus d'un an	28.911.114
Placements de trésorerie	0	Dettes à un an au plus	9.216.824
Valeurs disponibles	64.358.177		
 <i>Comptes de régularisation</i>	 10.689.334	 <i>Comptes de régularisation</i>	 35.063.916
 TOTAL	 78.764.030	 TOTAL	 78.764.030

COMPTE DE RESULTATS

<i>I. Ventes et prestations</i>		161.303.219
Autres produits d'exploitation	161.303.219	
 <i>II. Coûts des ventes et prestations (-)</i>		 136.668.639
Services et biens divers	111.953.656	
Rémunérations, charges sociales et pensions	23.532.340	
Amortissements	1.182.643	
 <i>III. Résultat d'exploitation</i>		 24.634.580
IV. Produits financiers	3.558.036	
V. Charges financières	3.404.162	
 <i>VI. Bénéfice courant avant impôts (+)</i>		 24.788.454
VII. Produits exceptionnels	1.086.311	
VIII. Charges exceptionnelles	0	
 <i>IX. Bénéfice de l'exercice avant impôts (+)</i>		 25.874.765
 <i>XI. Bénéfice de l'exercice (+)</i>		 25.874.765
 <i>XIII. Bénéfice de l'exercice à affecter (+)</i>		 25.874.765

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2019/15474]

25 JANUARI 2008. — Decreet houdende de eindregeling van de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1994 (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

EERSTE DEEL – DIENSTEN ALGEMEEN BESTUUR
VAN HET MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

BEGROTINGSJAAR 1994

HOOFDSTUK IVastleggingen verricht ter uitvoering van de begroting§ 1. Vaststelling van de gesplitste vastleggingskredieten**Artikel 1**

De vastleggingskredieten toegekend per begrotingsdecreet voor het begrotingsjaar 1994, bedragen 557.500.000 frank (bijlage tabel I, kolom 1)

§ 2 Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de gesplitste kredieten**Artikel 2**

De uitgavenvastleggingen aangerekend ten laste van deze kredieten bedragen 479.007.983 frank (bijlage tabel I, kolom 4)

Artikel 3

De op het einde van het begrotingsjaar beschikbare vastleggingskredieten bedragen 78.492.017 frank (bijlage tabel I, kolom 6). Overeenkomstig de bepalingen van artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, wordt dit bedrag geannuleerd (bijlage tabel I, kolom 8).

§ 3. Vaststelling van de variabele vastleggingskredieten**Artikel 4**

De variabele vastleggingskredieten aangewend voor de vastleggingen van het begrotingsjaar 1994 bedragen 1.957.727.287 frank (bijlage tabel IV vastleggingen, kolom 2).

Daar het beginsaldo op 1 januari 1994 1.231.203.704 frank bedroeg (bijlage tabel IV vastleggingen, kolom 1), bedragen de beschikbare vastleggingen ten laste van de variabele kredieten voor het jaar 1994 3.188.930.991 frank (bijlage tabel IV vastleggingen, kolom 3)

§ 4. Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de variabele kredieten**Artikel 5**

De uitgavenvastleggingen ten laste van de variabele vastleggingskredieten van het begrotingsjaar 1994 bedragen 1.586.133.596 frank (bijlage tabel IV vastleggingen, kolom 4)

Artikel 6

Naar aanleiding van de bepalingen van de artikelen 4 en 5 hierboven, bedragen de beschikbare vastleggingen – variabele kredieten op het einde van het begrotingsjaar 1994 1.602.797.395 frank (bijlage tabel IV vastleggingen, kolom 5).

Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK IIOntvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begroting§ 1 Vaststelling van de ontvangsten**Artikel 7**

De vastgestelde rechten ten behoeve van de Franse Gemeenschap bedragen voor het begrotingsjaar 1994 226.686.402.697 frank (bijlage tabel II, kolom 2)

Dit bedrag bestaat uit:

	(in frank)
- lopende fiscale en algemene ontvangsten	206.932.612.853
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten	9.560.789.845
- opbrengsten van lening	10.192.999.999

Artikel 8

De begrotingsontvangsten van het jaar 1994 bedragen 224.417.102.697 frank (bijlage tabel II, kolom 3).

Dit bedrag bestaat uit:

	(in frank)
- lopende fiscale en algemene ontvangsten	204.663.312.853
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten	9.560.789.845
- opbrengsten van lening	10.192.999.999

Artikel 9

De vastgestelde rechten nog te innen bij de afsluiting van het begrotingsjaar bedragen 2.269.300.000 frank (bijlage tabel II, kolom 4)

Dit bedrag bestaat uit :

- a. geannuleerde of in onbepaald uitstel gebrachte rechten (bijlage tabel II, kolom 5) (in frank)
 - lopende fiscale en algemene ontvangsten
 - fiscale en algemene kapitaalontvangsten
 - opbrengst van lening
- b. naar het begrotingsjaar 1995 overgedragen rechten (bijlage tabel II, kolom 6)
 - lopende fiscale en algemene ontvangsten 2.269.300.000
 - fiscale en algemene kapitaalontvangsten
 - opbrengst van lening

§ 2 Vaststelling van de uitgavenkredieten**Artikel 10**

De begrotingsdecreten betreffende het begrotingsjaar 1994 hebben de oorspronkelijke kredieten voor de ordonnanciering van de uitgaven verdeeld op de volgende wijze:

(bijlage tabel III, kolom 1).

Ordonnanceringskredieten	713.900.000
Niet-gesplitste kredieten	224.301.000.000

Artikel 11

Die uitgavenmachtigingen werden gewijzigd bij aanpassingen verricht krachtens de aanpassingsdecreten voor een bedrag van -618.900.000 frank verdeeld op de volgende wijze (netto-aanpassing) (bijlage tabel III, kolom 2) :

Ordonnanceringskredieten	-50.000.000
Niet-gesplitste kredieten	-568.900.000

Artikel 12

De toegekende uitgavenmachtigingen voortvloeiend uit de artikelen 10 en 11 worden verhoogd met de kredieten overgedragen van het vorige begrotingsjaar voor een bedrag van 5.196.145.609 frank overeenkomstig de artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, onderverdeeld als volgt (bijlage tabel III, kolom 3):

Ordonnanceringskredieten	
Niet-gesplitste kredieten	5.196.145.609

Artikel 13

- Overeenkomstig hogervermelde artikelen 10, 11 en 12, draagt het totaal van de toegekende uitgavenmachtigingen beschikbaar voor het begrotingsjaar 1994 229.592.145.609 frank (bijlage tabel III, kolom 4). Die uitgavenmachtigingen worden verdeeld als volgt:

Ordonnanceringskredieten	663.900.000
Niet-gesplitste kredieten	228.928.245.609

§ 3 Vaststelling van de uitgaventoestand**Artikel 14**

De uitgaven aangerekend ten laste van het begrotingsjaar 1994 bedragen 223.765.830.739 frank (bijlage tabel III, kolommen 5,6 en 7), onderverdeeld onder:

	Prestaties van vroegere jaren	Prestaties van lopende jaren	Totale uitgaven
Ordonnanceringskredieten	2.500.000	499.832.123	502.332.123
Niet-gesplitste kredieten	4.871.018.629	218.392.479.987	223.263.498.616
Totaal	4.873.518.629	218.892.312.110	223.765.830.739

Artikel 15

Van dit bedrag werd aan het Rekenhof verantwoording afgelegd voor een bedrag van 223.765.830.739 frank waarvan:

Ordonnanceringskredieten	502.332.123
Niet-gesplitste kredieten	223.263.498.616

(bijlage tabel III, kolom 8)

Artikel 16

Uit de vergelijking van de artikelen 14 en 15 blijkt dat er geen uitgave meer blijft te regulariseren overeenkomstig artikel 79 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991 (bijlage tabel III, kolom 9).

§ 4 Regeling van de kredieten**Artikel 17**

De vergelijking tussen de uitgavenmachtigingen (artikel 13) en de aangerekende verrichtingen (artikel 14) doet een verschil uitkomen voor het begrotingsjaar 1994 van 5.826.314.870 frank onderverdeeld als volgt :

Ordonnanceringskredieten	161.567.877
Niet-gesplitste kredieten	5.664.746.993

Artikel 18

Om de uitgaven van het begrotingsjaar 1994 verricht boven de kredieten of in afwezigheid ervan te dekken, worden aanvullende kredieten toegekend voor een bedrag van 232.979.786 frank waarvan :

Ordonnanceringskredieten	
Niet-gesplitste kredieten	232.979.786

Deze kredieten worden onderverdeeld overeenkomstig Tabel VI van de bijlage.

Artikel 19

Overeenkomstig de bepalingen van artikelen 17 en 18, bestaat het bedrag van de op 31 december 1994 beschikbare kredieten uit:

(bijlage tabel III, kolommen 11 en 12).

	Ordonnanceringskredieten	Niet-gesplitste kredieten	Totaal
Te annuleren kredieten	161.567.877	1.308.623.610	1.470.191.487
Naar het volgende begrotingsjaar over te dragen kredieten		4.589.103.169	4.589.103.169

§ 5 Algemeen ontvangsten- en uitgavenresultaat van de begroting 1994**Artikel 20**

Het algemeen resultaat van de begroting voor het begrotingsjaar 1994 wordt als volgt opgesteld:

De ontvangsten, met inbegrip van de opbrengst van lening bedragen 224.417.102.697 frank

De uitgaven bedragen 223.765.830.739 frank

Als conclusie, indien geen rekening wordt gehouden met het resultaat van de afzonderlijke sectie, overtreffen de ontvangsten de uitgaven met 651.271.958 frank

Daar het saldo op het einde van het begrotingsjaar 1993 -15.083.473.423 frank bedroeg, bedraagt het saldo op het einde van het begrotingsjaar 1994 -14.432.201.465 frank

HOOFDSTUK IIIOntvangsten en uitgaven betreffende de variabele kredieten§ 1. Vaststelling van de aangewende ontvangsten**Artikel 21**

De vastgestelde rechten van deze aard bedragen voor het begrotingsjaar 1994 1.957.727.287 frank (bijlage tabel II aangewende ontvangsten) waarvan

Lopende ontvangsten	1.951.283.997
Kapitaalontvangsten	6.443.290

§ 2. Vaststelling van de variabele ordonnanceringskredieten**Artikel 22**

De openstaande en aangewende variabele ordonnanceringskredieten voor de ordonnanceringen van het begrotingsjaar 1994 bedragen 1.957.727.287 frank (bijlage tabel IV ordonnanceringen, kolom 2)

Daar het beginsaldo op 1 januari 1994 1.231.203.704 frank bedroeg, bedragen de beschikbare ordonnanceringen op de variabele kredieten 3.188.930.991 frank (bijlage tabel IV ordonnanceringen, kolom 3)

§ 3. Vaststelling van de uitgaven ten laste van de variabele kredieten**Artikel 23**

De ordonnanceringen aangerekend ten laste van de variabele ordonnanceringskredieten van het begrotingsjaar 1994 bedragen 1.548.049.938 frank (bijlage tabel IV ordonnanceringen, kolom 4).

Artikel 24

Overeenkomstig de bepalingen van artikelen 22 eerste lid en 23, bedraagt het jaarlijkse saldo van de variabele ordonnanceringskredieten 409.677.349 frank

Artikel 25

Overeenkomstig de bepalingen van artikelen 22 tweede lid en 23 hierboven, bedragen de beschikbare ordonnanceringen – variabele kredieten op het einde van het begrotingsjaar 1994 1.640.881.053 frank (bijlage tabel IV ordonnanceringen, kolom 5) .

Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK IVOntvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de afzonderlijke sectie van de begroting**Artikel 26**

De begrotingsdecreten van het jaar 1994 hebben de ontvangsten en uitgaven voor de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap geraamd als volgt:

	(in frank)
- Ontvangsten	11.974.500.000
- Uitgaven	12.009.000.000

(bijlage tabel V, kolommen 1, 2).

Artikel 27

Het saldo dat beschikbaar is op 1 januari 1994 bedroeg 2.418.612.736 frank (bijlage tabel V kolom 7).

Het totaal van de ontvangsten van het begrotingsjaar bedraagt 17.134.384.103 frank. (bijlage tabel V kolom 3)

Overeenkomstig beide bovenstaande leden, bedraagt het totaal beschikbaar voor de uitgaven van het jaar 1994 19.552.996.839 frank.

Artikel 28

De aangerekende uitgaven bedragen 18.159.434.986 frank (bijlage tabel V, kolom 4).

Dit bedrag omvat 6.375.926.214 frank uitgaven die nog te regulariseren zijn waarvoor artikel 79 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991 wordt toegepast (bijlage tabel V, kolom 5).

Artikel 29

Het verschil tussen de geïnde ontvangsten en de in het begrotingsjaar aangerekende uitgaven, bedraagt -1.025.050.883 frank (bijlage tabel V, kolom 6).

Rekening houdend met het totaal dat beschikbaar is voor de uitgaven van het begrotingsjaar 1994, zoals bepaald in artikel 27 derde lid, en met de uitgaven vermeld in artikel 28, bedraagt het saldo dat beschikbaar is op 31 december 1994 in de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap 1.393.561.853 frank (bijlage tabel V, kolom 9).

Het wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen rekening houdend met de bepalingen van het decreet van 22 december 1994 tot wijziging van het organiek decreet van 21 december 1992 houdende oprichting van begrotingsfondsen en aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK V
Globaal resultaat**Artikel 30**

Alle diensten samen, begroting, variabele kredieten en afzonderlijke sectie, rekening houdend met de artikelen 20, 23 en 29 van dit decreet, geeft het globaal resultaat van de begroting 1994 (in frank):

Begroting sensu stricto : 651.271.958
Variabele kredieten : 409.677.349
Afzonderlijke sectie : -1.025.050.883
Totaal : 35.898.424

TWEEDE DEEL VERRICHTINGEN TER UITVOERING VAN DE BEGROTINGEN
VAN instellingen van openbaar nut van het type A

Overeenkomstig artikel 6, § 3, van de wet van 16 maart 1954 worden de rekeningen van de instellingen van categorie A opgemaakt onder het toezicht van de minister waaronder ze ressorteren en maken het voorwerp uit van een ontwerp van begrotingsregeling

HOOFDSTUK I
COMMISSARIAT GENERAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES

Lopend jaar**Artikel 31**

Begrotingsverwijzing: decreet van 27 december 1993 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1994 - Artikel 23.

Boek 152 van het Rekenhof – deel II

De eindregeling van de begroting van het "C.G.R.I." voor het jaar 1994 wordt opgesteld als volgt:

a) ontvangsten voorzien in het begrotingsdecreet:	1.075.320.000
aangerekende ontvangsten :	1.056.898.535
verschil :	18.421.535

b) uitgaven :	
kredieten toegekend door het begrotingsdecreet:	1.259.004.000
aanvullende kredieten die toegekend moeten worden:	0
Totaal van de kredieten:	1.259.004.000
Aangerekende uitgaven:	877.932.979
Kredietoverschot dat geannuleerd moet worden:	381.071.021
c) samenvatting : het resultaat van de begroting van het beheersjaar 1994 wordt als volgt samengevat:	
ontvangsten :	1.056.898.535
uitgaven :	877.932.979
ontvangstenoverschot : 178.965.556	

**HOOFDSTUK II
AGENCE DE PREVENTION DU SIDA**

Lopend jaar

Artikel 32

Begrotingsverwijzing: decreet van 27 december 1993 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1994 - Artikel 24

Boek 152 van het Rekenhof – deel II

De eindregeling van de begroting van het « Agence de Prévention du Sida » wordt opgesteld als volgt:

a) ontvangsten voorzien in het begrotingsdecreet:	163.442.088
aangerekende ontvangsten :	164.610.855
verschil :	+1.168.767
b) uitgaven:	
kredieten toegekend door het begrotingsdecreet:	171.137.919
aanvullende kredieten die toegekend moeten worden:	0
Totaal van de kredieten:	171.137.919
Aangerekende uitgaven:	138.192.181
Kredietoverschot dat geannuleerd moet worden:	32.945.738
c) samenvatting : het resultaat van de begroting van het beheersjaar 1994 wordt als volgt samengevat:	
ontvangsten :	164.610.855
uitgaven :	138.19.181
ontvangstenoverschot :	26.418.674

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 25 januari 2008.

M. ARENA,

Minister-President, belast met het Leerplichtonderwijs

M.-D. SIMONET,

Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen

M. DAERDEN,

Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport

F. LAANAN,

Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector

M. TARABELLA,

Minister van Jeugd en Onderwijs voor sociale Promotie

C. FONCK,

Minister van Kind, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid

—
Nota

(1) *Zitting* 2006-2007

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 374-1

Zitting 2007-2008

Stukken van het Parlement – Verslag, nr. 374-2

Integraal verslag - Bespreking en aanneming - Vergadering van 22 januari 2008.